

L'ÉVEIL

Hebdo

N° 498 / 13^{ème} année. mardi 30 septembre 2003

Hebomadaire indépendant
d'informations et de débats

www.eveilhebdo.freeservers.com

B.P. : 587,

Tél : 525 67 14

Directeur de publication

Mamoudou Sy

Rédacteur en chef

Moussa Diop

Prix : 200 UM / 1000 FCFA

PRÉSIDENTIELLE 2003 :

Le camp de l'alternance s'est concerté

La mise sur pied d'une commission nationale indépendante (CNI), la nomination d'un ministre de l'intérieur neutre, la constitution d'un observatoire des élections, la prolongation de deux semaines de la période de révision des listes électorales, le vote des mauritaniens à l'étranger, la nomination des présidents des bureaux de vote... sont les principaux sujets sur lesquels ils se sont apesantis..

L'événement était suffisamment important pour que le siège du Rassemblement des forces démocratiques grouille de tout un monde ce lundi 29 septembre 2003 à 11 heures 30 mn. Et pour cause, Mohamed Khouna Ould Haïdalla, Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir, tous trois candidats aux élections présidentielles, devaient se rencontrer au siège du Rfd de Ould Daddah pour discuter de la transparence des élections. Des discussions qui se sont déroulées à huit clos pendant environ 50 minutes dans le bureau du leader du Rfd. A la fin du conclave, Ahmed Ould Daddah, s'adressant aux journalistes de la presse indépendante, a tout d'abord remercié ses deux autres concurrents d'être venus répondre à son invitation avant de préciser que ce type de rencontre va désormais se tenir à tour de rôle. Puis il est

entré dans le vif du sujet pour dire que l'objet de leurs discussions a tourné autour de la préparation des élections présidentielles prochaines puisque, affirme-t-il, des informations extrêmement graves font état d'une préparation massive à la fraude. Pour cette raison et par souci d'apaiser le climat politique, ils ont décidé de demander une audience au président de la République en vue de discuter avec lui de la question de la transparence des élections présidentielles. Ould Daddah a estimé qu'il est essentiel que les différents acteurs s'entendent sur les règles du jeu et que pour cela, ils ne ménageront aucun effort en vue d'y parvenir. Quant à Mohamed Khouna Ould Haïdalla que nous avons tenté de faire parler, il n'a rien voulu dire. La transparence que voudrait discuter le trio avec Ould Taya concerne plusieurs doléances, notamment : la mise sur pied

d'une commission nationale indépendante (CNI), la nomination d'un ministre de l'intérieur neutre autre que Kaaba Ould Eléwa qu'ils récuse, la constitution d'un observatoire des élections, la prolongation de deux semaines de la période de révision des listes électorales, le vote des mauritaniens à l'étranger, la nomination des présidents des bureaux de vote etc.

Le dialogue va-t-il se nouer enfin ?

Jusqu'ici, depuis le début du processus démocratique initié en 1991, il n'y a jamais eu de rencontre entre Ould Taya et ses deux principaux adversaires, Ahmed Ould Daddah et Messaoud Ould Boulkheir. Du temps de l'Ufd, Mohamed Ould Babah, coordinateur du parti a eu à rencontrer le président de la République et à l'époque Ould Daddah était en-

core un indépendant qui n'avait pas intégré la formation politique. Récemment, peu avant la dissolution de l'Ufd/en en 2000, Cheikhna Ould Mohamed Laghdaf rencontrait Ely Ould Mohamed Vall, le directeur de la sûreté nationale, sur la demande de ce dernier. Dans cette rencontre, il ne faisait pas de doute que l'ombre de Ould Taya planait sur leurs têtes. Haïdalla désormais dans le jeu, le respect que ces deux militaires se vouent pourrait bien amener le président de la République à accepter de recevoir ses trois principaux adversaires pour le fauteuil présidentiel et discuter avec eux de cette question de transparence du scrutin. En s'inscrivant dans cette logique de concertation, Ould Taya ne peut qu'en tirer profit et soigner ainsi son image écorné par les fraudes successives, qu'elles soient réelles ou supposées, qui ont entaché les différents scru-

tins qui se sont déroulés à l'exception de celui de 2001 dont la régularité a été unanimement salué par la communauté nationale et internationale. En fait sortir de l'impasse où est confiné le processus démocratique est d'autant plus vital, que le pays a faillit basculer dans la violence les 8 et 9 juin dernier avec la tentative de putsch avorté. Une occasion qui aurait dû être mise à profit par le président de la République pour désamorcer la bombe en remerciant le peuple, les leaders politiques pour avoir condamné la prise du pouvoir par les armes. Ce qui aurait suffi pour créer le déclic nécessaire à un dialogue. Cette occasion a été ratée, mais pour autant rien n'est perdu si une réelle volonté de décriper le climat politique anime les différents candidats.